



Conseil d'administration

344^e session, Genève, mars 2022

Section institutionnelle

INS

Date: 11 mars 2022

Original: anglais

Septième question à l'ordre du jour

Rapport concernant le résultat du Forum mondial pour une reprise centrée sur l'humain

Objet du document

Le présent document donne une vue d'ensemble du Forum mondial pour une reprise centrée sur l'humain, qui s'est tenu du 22 au 24 février 2022, y compris un résumé des engagements politiques pris par les institutions participantes. Il met en évidence différentes pistes pour tirer parti de la contribution du forum mondial à la cohérence des politiques multilatérales et à la promotion de l'Agenda du travail décent (voir le projet de décision au paragraphe 33).

Objectifs stratégiques pertinents: Tous.

Principal résultat: Tous les résultats considérés sous l'angle des questions à prendre en considération pour promouvoir une reprise centrée sur l'humain.

Incidences sur le plan des politiques: Oui.

Incidences juridiques: Aucune.

Incidences financières: Aucune.

Suivi nécessaire: Oui.

Unité auteur: Bureau de la Directrice générale adjointe pour les politiques (DDG/P).

Documents connexes: [GB.341/INS/8](#); [GB.343/INS/3/2](#).

► Introduction

1. L'Appel mondial à l'action en vue d'une reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente pour sortir de la crise du COVID-19 (appel mondial à l'action), adopté par la Conférence internationale du Travail en juin 2021, demande «une réponse globale, forte et cohérente pour aider les États Membres à mettre en œuvre des stratégies [...] en faveur d'une reprise centrée sur l'humain». Dans cet appel à l'action, les initiatives conjointes et les dispositifs institutionnels renforcés entre les organisations internationales et les organisations régionales sont expressément cités comme des moyens possibles de contribuer à la réalisation de cet objectif et, à cette fin, il est demandé au Bureau d'organiser un forum politique de grande ampleur en coopération avec d'autres organisations multilatérales.
2. Après discussion à sa 343^e session (novembre 2021) ¹, le Conseil d'administration a demandé au Bureau d'organiser le Forum mondial pour une reprise centrée sur l'humain au début de 2022. Ce dernier s'est articulé autour de plusieurs séances thématiques reflétant le contenu de l'appel mondial à l'action: emplois décents et croissance économique inclusive; protection sociale universelle; protection des travailleurs et soutien aux entreprises; transition juste. Il a réuni des chefs d'État et de gouvernement et des ministres du travail, des représentants d'organisations d'employeurs et de travailleurs, ainsi que des dirigeants d'organisations internationales et d'institutions financières internationales et régionales, qui ont débattu de l'urgence d'une reprise centrée sur l'humain au sortir de la pandémie de COVID-19, des moyens de soutenir les stratégies de reprise centrée sur l'humain des États Membres, et des solutions qu'un multilatéralisme plus efficace et plus collaboratif permettrait de mettre en œuvre.
3. En réponse aux orientations données par le Conseil d'administration sur la façon dont le forum mondial devrait tendre à accélérer la mise en œuvre de la Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail (Déclaration du centenaire) et de l'appel mondial à l'action, il a été demandé aux représentants des organisations invitées de présenter leurs activités en lien avec les thèmes de l'appel mondial à l'action, y compris celles en cours ou prévues avec l'OIT, et de discuter de ce qu'ils pourraient faire de plus en vue d'une «réponse globale, forte et cohérente». Les sujets de discussion des séances thématiques visaient à lancer le débat sur ce que pourrait apporter une plus grande cohérence des politiques à la recherche de solutions pour les groupes les plus durement touchés par la crise, dont les femmes, les jeunes et les travailleurs de première ligne, au maintien de l'activité des entreprises, notamment des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et à la promotion du travail décent.
4. Les représentants des partenaires sociaux ont présenté leurs points de vue et leurs grandes priorités lors de chaque séance thématique, où ils ont débattu avec les représentants des organisations internationales.
5. Le forum mondial s'est tenu à un moment où de nombreux pays levaient les restrictions imposées dans le contexte de la pandémie. Ainsi, la même semaine, l'offre de vaccins du COVAX dépassait pour la première fois la demande, ce qui a pu donner l'impression dans certains

¹ GB.343/INS/3/2.

milieux que la pandémie était «terminée»². Mais de dangereuses inégalités au sein des pays et entre eux sont exacerbées par la pandémie de COVID-19, qui a aggravé la pauvreté et les inégalités dans le monde malgré les mesures sans précédent que les pouvoirs publics ont prises pour protéger les travailleurs et soutenir les entreprises. Les disparités en matière d'accès aux vaccins et la marge de manœuvre budgétaire plus ou moins grande dont disposent les pays conduisent à des trajectoires de reprise de plus en plus divergentes et de plus en plus dangereuses, menaçant ainsi de mettre à mal des décennies de progrès dans la réduction de la pauvreté et de compromettre la réalisation des objectifs de développement durable.

6. Dans ce contexte, l'objectif déclaré du forum mondial, à savoir promouvoir un multilatéralisme qui fonctionne davantage en réseau, qui soit plus inclusif et plus efficace, et obtenir le soutien en faveur d'une reprise centrée sur l'humain, a donc été jugé opportun et prometteur.

► Travaux du forum mondial

7. Le Forum mondial pour une reprise centrée sur l'humain s'est tenu du 22 au 24 février 2022, entièrement en ligne. Les séances avaient été programmées de manière à permettre la présence active de tous les participants, dans tous les fuseaux horaires. Les membres du bureau du Conseil d'administration ont animé les séances d'ouverture et de clôture, et chaque table ronde a accueilli des représentants des partenaires sociaux. Parmi les intervenants de haut niveau, 12 chefs d'État ou de gouvernement ont pris la parole lors de l'événement. Le discours d'ouverture a été prononcé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Du côté des organisations internationales, les dirigeants de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds monétaire international (FMI), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la Banque islamique de développement ont participé aux séances thématiques, de même que de hauts responsables du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et de la Commission européenne, ainsi que l'Envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'action climatique (voir l'annexe).

Séance d'ouverture

8. La séance d'ouverture a été l'occasion pour les participants d'entendre les discours du Secrétaire général de l'ONU, du Président de la Suisse, du Président du Sénégal (qui préside l'Union africaine), du Président de l'Indonésie (qui préside le G20), du Président de l'Argentine, du Chancelier de l'Allemagne (qui préside le G7), de la secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale et du secrétaire général de l'Organisation internationale des employeurs. Le ton a été donné par le Secrétaire général de l'ONU, qui a fait remarquer que les choix faits aujourd'hui, entre un délitement mondial ou un sursaut salutaire, seraient

² COVAX est l'axe de travail vaccins de l'Accélérateur ACT (dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19), dirigé par la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies, Gavi, l'Alliance du Vaccin, et l'Organisation mondiale de la santé.

déterminants. Plusieurs intervenants ont salué l'ambition du forum mondial de favoriser une plus grande cohérence des politiques et une meilleure collaboration au sein du système multilatéral.

9. Les intervenants ont souligné le danger que représentait l'accroissement des inégalités, les pays riches étant en mesure d'investir une part bien plus importante de leur produit intérieur brut dans la relance que les pays pauvres. Ils ont appelé à une distribution équitable des vaccins, soulignant que personne ne serait en sécurité tant que tout le monde ne le serait pas, et ont reconnu que la crise sanitaire était aussi une crise de l'emploi et que les personnes vulnérables avaient été le plus durement touchées dans les deux cas. Un fort soutien a été exprimé en faveur de l'approche centrée sur l'humain, qui consiste à investir dans les personnes et pour les personnes. Les participants ont rappelé que le travail décent et les entreprises durables et résilientes étaient les deux faces d'une même pièce. De l'avis de plusieurs intervenants, l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale en vue d'une transition juste (l'Accélérateur mondial), lancé en septembre 2021 par le Secrétaire général de l'ONU, est un outil essentiel pour favoriser une reprise qui crée du travail décent, qui étende la protection sociale et qui fasse progresser l'action climatique ³.
10. Les chefs d'État et de gouvernement ont dit nourrir de grands espoirs quant au renforcement de la cohérence des politiques multilatérales. Ils ont souligné combien il était important de favoriser la transition vers la formalité, d'étendre la protection sociale et de contribuer à la poursuite des activités des MPME, et ont insisté sur la nécessité de transitions justes et sur le rôle crucial du dialogue social dans la conception des politiques nationales. Le Président de la Suisse a fait part de l'espoir de son pays, hôte de nombreuses organisations internationales, de voir apparaître davantage de liens transversaux au sein du système multilatéral, compte tenu des relations inextricables qui existent entre le monde du travail, l'environnement, le commerce, la paix et la sécurité.
11. Les représentants des employeurs et des travailleurs ont mis en avant l'importance du multilatéralisme et rappelé la nécessité de renforcer la cohérence, la confiance et l'inclusion. Ils ont fait observer que la création d'emplois décents, la promotion de la protection sociale, d'une transition juste et du dialogue social, ainsi que le renforcement de la résilience face aux chocs étaient essentiels à la reprise après la crise du COVID-19. Les représentants des employeurs ont appelé l'attention sur le rôle des entreprises dans la création d'emplois et sur la nécessité de soutenir la poursuite de leurs activités. Les représentants des travailleurs ont souligné qu'il était essentiel, dans les efforts de relance, de lutter contre l'informalité et de promouvoir l'égalité entre les sexes.

Séance thématique 1: Emplois décents et croissance économique inclusive

12. Suite à l'appel à la solidarité lancé par le Président de la République de Corée, la première séance thématique a réuni des dirigeants d'institutions actives dans les domaines de la santé, de la finance, du commerce et du développement, qui ont discuté des difficultés inhérentes à une reprise centrée sur l'humain et de ce que leurs institutions faisaient et prévoyaient de faire pour contribuer à cette reprise. Si l'absence d'équité dans l'accès aux vaccins était à l'évidence un des principaux facteurs à l'origine de la «grande divergence» dans les perspectives de

³ ONU, *Secretary-General's Policy Brief: Investing in Jobs and Social Protection for Poverty Eradication and a Sustainable Recovery*, 28 septembre 2021.

reprise entre les pays avancés et les pays en développement ⁴, elle était aussi à l'origine de mesures importantes et efficaces en faveur de la cohérence des politiques multilatérales. Cette fracture de plus en plus dangereuse était alimentée par des inégalités antérieures à la pandémie, et il faudrait renforcer et pérenniser la solidarité pour lutter contre la crise de l'emploi et le creusement des inégalités. Les participants ont salué les efforts considérables déployés à cet égard pendant la crise, mais ils ont prié instamment les responsables du système multilatéral de systématiser la coopération et de redoubler d'efforts pour aider les personnes et les pays qui en ont le plus besoin.

13. Durant la discussion, il a également été question de la nécessité d'agir face à la hausse des niveaux d'endettement, de lutter contre les inégalités croissantes entre les sexes et le problème persistant du chômage des jeunes, de protéger les dépenses sociales et de leur donner la priorité, de favoriser l'économie verte, d'améliorer l'accès des MPME aux financements, d'encourager la formalisation et de construire des systèmes de protection sociale durables. Tous les participants sont convenus de la nécessité de travailler ensemble pour relever ces défis et bâtir des sociétés inclusives, durables et résilientes.

Séance thématique 2: Protection sociale universelle

14. La séance a débuté par un discours du Président du Mozambique, prononcé en son nom par le Premier ministre, et par un discours du Premier ministre de la Belgique. Il a été noté que la pandémie avait mis au jour d'importantes lacunes dans la protection sociale. Pendant et après la pandémie de COVID-19, la force relative des systèmes de protection sociale avait été un facteur décisif quant à la possibilité de maîtriser le coût humain de la crise. À cette séance comme à d'autres, les discussions ont mis en évidence les mesures prises par les États Membres, y compris ceux disposant de ressources limitées, pour étendre la protection sociale, les mesures salariales et les mesures pour l'emploi à des groupes qui jusque-là n'en bénéficiaient pas, y compris dans l'économie informelle.
15. Les participants ont souligné combien il était urgent de combler les lacunes de la couverture sociale, et ont aussi fait observer que la pandémie avait permis de mieux se rendre compte du rôle essentiel des systèmes de protection sociale inclusifs et complets. Les intervenants ont laissé entendre que la pandémie de COVID-19 et la crise climatique en cours pourraient déboucher sur une nouvelle façon de voir ces enjeux au niveau mondial. Tout en se disant conscients des difficultés qu'il faudrait surmonter pour combler les déficits de financement et assurer à long terme la viabilité financière des systèmes, ils étaient d'accord sur le fait qu'investir dans la protection sociale revenait à investir dans un développement économique inclusif et durable, et dans la stabilité sociale et politique.

Séance thématique 3: Protection des travailleurs et soutien aux entreprises

16. Après le message du Premier ministre de l'Espagne, de nombreux représentants ont rappelé combien il était important de protéger les travailleurs et de soutenir les entreprises pendant la pandémie de COVID-19 et de maintenir ces mesures jusqu'à ce que la reprise prenne racine. Le fait est que le travail tue davantage que les conflits, puisque l'on compte chaque année des millions de personnes blessées sur leur lieu de travail ou souffrant de maladies

⁴ Voir, par exemple, Kristalina Georgieva, «Prévenir une "Grande Divergence": l'économie mondiale à la croisée des chemins», blog du FMI, 24 février 2021.

professionnelles, ce qui montre bien l'importance cruciale que revêtent la santé et la sécurité au travail. Au sujet des entreprises durables, les participants se sont ensuite interrogés sur ce qui constitue un environnement porteur et sur la manière dont cet environnement doit promouvoir la protection effective des travailleurs. Si les concepts de protection des travailleurs et d'entreprise durable étaient examinés ensemble, ce n'est pas parce qu'ils relèvent d'un choix de type binaire, mais parce qu'ils sont effectivement interdépendants.

17. Comme l'ont fait remarquer les intervenants, le secteur privé est une des principales sources de croissance économique et de création d'emplois, ce qui en fait un partenaire clé pour la reprise. Toutefois, dans bien des cas, sa capacité de résilience dépend de facteurs institutionnels et budgétaires de portée générale et de la capacité des gouvernements de promouvoir un environnement propice aux entreprises durables. Il est particulièrement indispensable de fournir un soutien aux MPME, y compris celles de l'économie informelle, car elles génèrent une forte proportion de l'emploi total. De même, il est essentiel que les mesures de relance visent à promouvoir l'égalité des chances pour les femmes et les jeunes, qui ont été durement frappés par la pandémie et risquent de ce fait d'être encore plus défavorisés. Dans tous les cas où il a été mis en place, le dialogue social s'est révélé extrêmement utile pour apporter des réponses à la crise; les gouvernements devraient continuer de l'encourager et d'y avoir recours pour trouver des solutions constructives.

Séance thématique 4: Une transition juste

18. La séance a débuté par les déclarations du Président de l'Égypte (qui préside la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques – COP27) et du Premier ministre du Samoa. Les discussions ont tourné autour de plusieurs questions: la cohérence des politiques et la nécessité de mener des politiques climatiques ambitieuses en matière d'atténuation, d'adaptation et de résilience; la création d'emplois verts décents et durables; les moyens que les organisations internationales pourraient mettre en œuvre pour soutenir les efforts de reprise économique et la coopération en vue d'une transition juste pour tous.
19. Comme la pandémie de COVID-19, le changement climatique a eu et continuera d'avoir des conséquences très inégales pour les personnes, touchant plus durement celles qui se trouvent déjà en situation de vulnérabilité. Il est impossible de dissocier la reprise après la pandémie de COVID-19 de la réponse à la crise du climat, ou de les envisager l'une après l'autre. Il faut impérativement agir en même temps sur les deux fronts pour parvenir à une reprise vigoureuse, coordonnée et durable. En outre, les participants ont reconnu que les préoccupations suscitées par la nécessité d'assurer une transition juste allaient bien au-delà du secteur énergétique. Dans le droit fil des discussions qui avaient eu lieu lors des séances précédentes, ils sont convenus que les dépenses sociales devaient être considérées comme un investissement, non pas comme une charge, et qu'en réalité la protection sociale devait être au cœur des stratégies en faveur d'une transition juste. Enfin, les participants ont souligné le rôle crucial de la coopération internationale, du multilatéralisme et de la solidarité à cet égard, sans oublier la contribution que pourrait apporter l'Accélérateur mondial, dans le cadre de la collaboration déjà mise en place à la faveur de l'initiative Action climatique pour l'emploi.

Séance de clôture

20. Après le message du Premier ministre de la Jamaïque, la dernière séance a été l'occasion de dresser un bilan des trois journées de travaux et d'en tirer des conclusions. Les ministres du Travail de la Jordanie, du Pérou et du Rwanda ont appelé les organisations internationales à joindre leurs efforts pour renforcer le soutien qu'elles apportent aux politiques nationales, en

particulier celles axées sur les plus vulnérables et sur la promotion d'un environnement favorables aux entreprises. Sans la solidarité, beaucoup de pays seraient encore en train de se battre pour bâtir la résilience nécessaire en cas de nouveaux chocs, au détriment de leur capacité de faire face aux défis du changement climatique. Au fond, c'est l'humain qui reste au cœur du développement, et c'est la façon dont la reprise est perçue et vécue qui influe sur tout le reste, qu'il s'agisse de la productivité ou de la stabilité sociale. Ce constat vaut particulièrement pour les jeunes.

21. Pour les représentants des employeurs et des travailleurs, il est absolument impensable de parvenir à une reprise centrée sur l'humain qui soit à la fois durable et résiliente sans un dialogue social effectif. Des organisations d'employeurs et de travailleurs fortes, indépendantes et bien informées sont plus indispensables que jamais. Dans un monde interconnecté, la pandémie ne prendra fin pour personne tant qu'elle ne sera pas terminée pour tout le monde. Les partenaires sociaux à tous les niveaux ont indiqué qu'ils étaient prêts à collaborer avec les gouvernements nationaux et avec les institutions internationales à la réalisation du scénario du sursaut salutaire auquel le Secrétaire général de l'ONU a fait référence dans sa présentation. L'Accélérateur mondial pourrait être un bon moyen de renforcer la coopération multilatérale et de canaliser les ressources internationales vers les stratégies nationales.

► Résultats

22. Une série d'initiatives communes et de dispositions institutionnelles renforcées entre l'OIT et d'autres organisations multilatérales ont été annoncées à l'occasion du forum mondial, notamment:
 - Un nouveau partenariat entre l'OIT et le PNUD en vue de définir une feuille de route commune pour l'Accélérateur mondial ainsi que de lancer et de mettre en œuvre une initiative mondiale conjointe sur la promotion des voies vers la formalité. Avec les pays pionniers, l'OIT et le PNUD travailleront à l'élaboration de politiques conjointes et de démarches opérationnelles innovantes en vue d'étendre le bénéfice de la protection sociale aux travailleurs informels et de renforcer la productivité et la résilience des travailleurs et des entreprises de l'économie informelle de façon à faciliter leur transition vers l'économie formelle.
 - Un approfondissement de la coopération entre l'OMS et l'OIT autour des questions de sécurité et de santé au travail pour renforcer les liens entre le secteur de la santé et les institutions du monde du travail, afin de mieux protéger les travailleurs contre les risques pour la santé mentale, les accidents du travail et les maladies professionnelles, et de préparer les lieux de travail aux crises sanitaires. Les deux organisations partenaires s'emploieront à stimuler le dialogue entre les acteurs du monde du travail, du secteur de la santé et d'autres domaines d'intérêt commun aux niveaux national et international.
 - Un nouvel accord-cadre à mettre en place avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement afin de renforcer la coopération sur des projets et l'assistance technique dans des domaines tels que l'égalité des sexes, une transition juste et l'action climatique pour l'emploi.
 - Un protocole d'accord doit être signé pour la première fois avec la Banque islamique de développement en vue de soutenir une reprise centrée sur l'humain dans le cadre d'une

coopération autour de questions telles que l'indépendance économique des jeunes, l'égalité des sexes, le travail décent dans les situations de crise et la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

- Un renforcement de la collaboration entre la Banque asiatique de développement et l'OIT afin d'améliorer la capacité des systèmes de protection sociale et l'harmonisation des données à l'appui des activités de la banque en matière de financement de la lutte contre le changement climatique et du retrait des centrales électriques au charbon.
 - Un approfondissement de la coopération entre l'OCDE et l'OIT en ce qui concerne la promotion d'une transition juste et la croissance de la productivité.
 - Un renforcement de la collaboration entre la Banque africaine de développement et l'OIT dans les domaines du développement des compétences et de l'emploi des jeunes.
 - Une extension de la collaboration entre l'OIT et les parties à la CCNUCC afin de soutenir les pays dans leurs efforts de planification d'une transition juste.
 - Un approfondissement de l'engagement de l'UNICEF, en partenariat avec l'OIT et le système des Nations Unies, afin de faire progresser la mise en œuvre de la protection sociale universelle.
 - Un engagement renouvelé du FMI à protéger les dépenses sociales et à leur donner la priorité pour remédier à la dangereuse divergence que la reprise fait apparaître entre les pays.
 - Un engagement fort de la Banque mondiale en faveur du Partenariat mondial pour la protection sociale universelle, coprésidé avec l'OIT, en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (USP2030).
- 23.** Les représentants d'un large éventail de pays et d'institutions, tels que l'Allemagne, l'Argentine, la Belgique, la République de Corée, le Rwanda, le Samoa, l'OMC, le PNUD et l'UNICEF, ont exprimé leur soutien en faveur de l'Accélérateur mondial.
- 24.** Les représentants d'autres partenaires multilatéraux ont également fait référence aux divers éléments d'une transition centrée sur l'humain. La FAO s'est engagée à mobiliser des financements supplémentaires pour construire des systèmes de protection sociale solides grâce à des partenariats efficaces, efficaces et cohérents et à la solidarité mondiale. L'OMC a reconnu l'impérieuse nécessité pour le commerce de contribuer au relèvement des niveaux de vie, à la création d'emplois décents et à la prospérité de tous. Le Commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux a quant à lui attiré l'attention sur la mise en œuvre d'une nouvelle communication de l'Union européenne sur le travail décent – inspirée du modèle à quatre piliers défini par l'OIT – pour une transition mondiale juste et une reprise durable. Enfin, l'Envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'action climatique a souligné la nécessité d'une reprise centrée sur l'humain pour faire face à la crise climatique.

► Évaluation générale et prochaines étapes

- 25.** Le forum mondial a réussi à susciter une forte mobilisation multilatérale en faveur de l'approche centrée sur l'humain définie dans la Déclaration du centenaire et appliquée à la crise sociale et économique actuelle dans le cadre de l'appel mondial à l'action. Douze chefs d'État et de gouvernement ont décrit les mesures qu'ils avaient prises et continuaient de prendre,

dans leurs pays et dans les instances de coopération internationale, en suivant cette approche. Quatorze directeurs et directrices, ou leurs adjoints, des institutions de Bretton Woods, de banques multilatérales régionales de développement et de grandes institutions des Nations Unies ont expliqué comment ils étaient en train de renforcer leurs actions, individuellement et en collaboration avec l'OIT, pour soutenir les stratégies adoptées par les États Membres en faveur d'une reprise centrée sur l'humain et leurs diverses composantes: travail décent et croissance économique inclusive; protection sociale universelle; protection des travailleurs et soutien des entreprises; transition juste. En résumé, le forum mondial a permis d'importants progrès au regard de l'objectif qui a présidé à sa création, dans le contexte de l'appel mondial à l'action, à savoir: «mobiliser une réponse globale, forte et cohérente pour aider les États Membres à mettre en œuvre des stratégies inclusives, durables et résilientes en faveur d'une reprise centrée sur l'humain».

26. Le forum mondial a constitué un exercice de dialogue social unique en son genre au sein du système multilatéral. Huit dirigeants d'organisations de travailleurs et d'employeurs ont participé aux tables rondes aux côtés des représentants d'organisations internationales. Cette participation et les interventions qui en ont découlé ont été l'occasion pour les partenaires sociaux de soulever des questions essentielles pour le monde du travail, quoique ne relevant pas toujours directement de la compétence de l'OIT, et de les soumettre aux dirigeants des autres organisations internationales. C'était un aspect important des recommandations faites par le Conseil d'administration à sa 341^e session (mars 2021) en ce qui concerne la suite à donner à la résolution sur la Déclaration du centenaire ⁵.
27. Le forum mondial a aussi servi à promouvoir et à annoncer toute une série d'initiatives conjointes et de dispositifs institutionnels renforcés entre l'OIT et d'autres organisations multilatérales. Ces nouvelles initiatives et dispositions devraient donner lieu à l'adoption de mesures supplémentaires concernant certains aspects importants de la cohérence des politiques multilatérales, à un moment où le besoin de travail décent et de justice sociale se fait cruellement sentir dans le monde entier.
28. De par la présence de nombreux dirigeants et responsables de haut rang et vu l'importance des résultats obtenus, le forum mondial a constitué pour l'OIT un exercice inédit de mobilisation du multilatéralisme, de façon à la fois systémique et plus approfondie, au service de sa mission de justice sociale et de promotion du travail décent. C'est donc une étape importante qui a été franchie en direction de l'objectif assigné à l'Organisation dans la Déclaration de Philadelphie et réaffirmé par la suite dans la Déclaration du centenaire (Partie IV F), selon lequel l'OIT doit amener le système multilatéral à renforcer sa cohérence et l'efficacité avec laquelle il est capable de faire face aux grands défis sociaux et économiques qui relèvent de son mandat.
29. Dans l'immédiat, l'une des prochaines étapes consistera à finir de mettre au point et à mettre en œuvre les initiatives conjointes et les dispositions institutionnelles convenues avec différentes organisations partenaires. Au BIT, les portefeuilles des politiques, des programmes extérieurs et des partenariats seront chargés de mener à bien cette tâche en étroite collaboration les uns avec les autres.
30. L'Accélérateur mondial est un instrument multisectoriel qui doit permettre d'institutionnaliser et de renforcer, notamment du point de vue de la cohérence, le soutien multilatéral mobilisé en faveur de la mise en œuvre de la Déclaration du centenaire et de l'appel mondial à l'action.

⁵ GB.341/INS/8.

Des consultations ont eu lieu récemment au sein du système des Nations Unies, et une [note de synthèse](#) concernant les modalités de sa mise en œuvre sera préparée pour la 344^e session (mars 2022) du Conseil d'administration. Elle sera ensuite mise à jour pour la 110^e session (2022) de la Conférence internationale du Travail.

31. Le Bureau prévoit d'organiser au sein du système multilatéral de nouvelles discussions pragmatiques de haut niveau sur les moyens d'accélérer la mise en œuvre de l'approche de l'avenir du travail centrée sur l'humain, notamment en ce qui concerne la réponse à la crise et la reprise. À titre d'exemple, l'OIT a beaucoup fait pour diffuser sa conception d'une transition juste vers une économie sobre en carbone, comme en témoigne la Déclaration pour une transition juste («[Declaration on supporting the conditions for a just transition internationally](#)») adoptée à la COP26. À la tribune du forum mondial, un membre du secrétariat de la CCNUCC a annoncé qu'un pavillon dédié au concept de transition juste serait accueilli conjointement avec l'OIT à la COP27 qui doit se tenir en 2022. Un renforcement de la coopération sur les questions de transition juste et d'action climatique est prévu avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque asiatique de développement et, en principe, l'OCDE. Plus tard dans l'année, l'Assemblée générale des Nations Unies fournira peut-être encore une occasion, dans un cadre plus général, de donner un prolongement aux initiatives conjointes et aux dispositions institutionnelles présentées lors du forum mondial, y compris l'Accélérateur mondial.
32. En conclusion, le forum mondial multilatéral et tripartite organisé par l'OIT aura permis de faire un grand pas vers cette forme plus efficace de multilatéralisme organisé en réseau que le Secrétaire général de l'ONU envisage dans son rapport intitulé *Notre programme commun*⁶. Il reste encore beaucoup à faire pour réaliser ce potentiel et beaucoup d'étapes à franchir pour optimiser les dispositifs institutionnels concernés. En attendant, le forum mondial a donné une illustration prometteuse de ce qui pourrait être fait pour que les priorités et les ressources de l'OIT soient mieux intégrées avec celles des institutions financières internationales et d'autres organisations multilatérales à l'appui des efforts déployés par les États Membres pour donner corps à une reprise centrée sur l'humain et réaliser les objectifs de développement durables dans des domaines essentiels pour le niveau de vie et la sécurité élémentaire de leurs citoyens.

► Projet de décision

33. Le Conseil d'administration:

- a) **prend note du succès des débats et de l'intérêt des résultats du Forum mondial pour une reprise centrée sur l'humain, qui s'est tenu du 22 au 24 février 2022, y compris les engagements qui en ont découlé de la part d'un large éventail d'institutions en vue d'une coopération renforcée avec l'OIT;**
- b) **demande au Directeur général:**
 - i) **de continuer à œuvrer au sein du système multilatéral, conformément aux ambitions exposées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans son rapport intitulé *Notre programme commun*, en vue de renforcer**

⁶ ONU, *Notre programme commun – Rapport du Secrétaire général*, 2021.

et de systématiser les dispositions institutionnelles existantes et de les rendre plus cohérentes;

- ii) de tenir compte des indications qu'il lui donnera pour continuer à mettre en œuvre l'Appel mondial à l'action en vue d'une reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente pour sortir de la crise du COVID-19;**
- iii) de lui faire rapport en temps utile sur la mise en œuvre de ces initiatives et dispositions et de réfléchir aux avantages que pourrait présenter l'institutionnalisation du forum mondial et son organisation à intervalles réguliers ainsi qu'aux ressources à prévoir à cet effet.**

► Annexe

Forum mondial: liste des intervenants (par ordre d'intervention)

Séance d'ouverture

- S. E. M^{me} Anna Jardfelt, Présidente du Conseil d'administration du BIT
- M^{me} Renate Hornung-Draus, Vice-présidente employeuse du Conseil d'administration du BIT
- M^{me} Catelene Passchier, Vice-présidente travailleuse du Conseil d'administration du BIT
- M. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
- S. E. M. Ignazio Cassis, Président de la Suisse
- S. E. M. Macky Sall, Président du Sénégal
- S. E. M. Joko Widodo, Président de l'Indonésie
- S. E. M. Alberto Fernández, Président de l'Argentine
- S. E. M. Olaf Scholz, Chancelier de l'Allemagne
- M^{me} Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale
- M. Roberto Suárez Santos, secrétaire général de l'Organisation internationale des employeurs
- M. Guy Ryder, Directeur général du BIT

Séance thématique 1: Emplois décents et croissance économique inclusive

- S. E. M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée
- D^r Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé
- M^{me} Kristalina Georgieva, Directrice générale du Fonds monétaire international
- M^{me} Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce
- M. Muhammad Sulaiman Al Jasser, Président de la Banque islamique de développement
- M^{me} Beth Dunford, Vice-présidente pour l'agriculture et le développement humain et social, Banque africaine de développement
- M^{me} Michele Parmelee, Présidente de l'Organisation internationale des employeurs
- M. Luca Visentini, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats

Séance thématique 2: Protection sociale universelle

- S. E. M. Carlos Agostinho do Rosário, Premier ministre du Mozambique
au nom de S. E. M. Filipe Nyusi, Président du Mozambique
- S. E. M. Alexander De Croo, Premier ministre de la Belgique

- M. Qu Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- M^{me} Mari Pangestu, Directrice générale pour les politiques de développement et les partenariats, Banque mondiale
- M^{me} Karin Hulshof, Directrice générale adjointe pour les partenariats, Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- M. Ayuba Wabba, président du Congrès du travail du Nigéria
- M. José Abugaber Andonie, président de la Confédération des chambres d'industrie des États-Unis du Mexique (CONCAMIN)

Séance thématique 3: Protection des travailleurs et soutien aux entreprises

- S. E. M. Pedro Sánchez Pérez-Castejón, Premier ministre de l'Espagne
- M^{me} Naoko Yamamoto, Sous-directrice générale, Couverture sanitaire universelle/Amélioration de la santé des populations, Organisation mondiale de la santé
- M. Haoliang Xu, Sous-secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, administrateur assistant et Directeur du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes, Programme des Nations Unies pour le développement
- M. Mark Bowman, Vice-président chargé des politiques et des partenariats, Banque européenne pour la reconstruction et le développement
- M^{me} Jacqueline Mugo, directrice exécutive de la Fédération des employeurs du Kenya
- M. Felix Anthony, secrétaire national du Congrès des syndicats des Fidji

Séance thématique 4: Une transition juste

- S. E. M. Abdel Fattah El-Sisi, Président de l'Égypte
- S. E. M^{me} Fiamē Naomi Mata'afa, Première ministre du Samoa
- M. Mark Carney, Envoyé spécial des Nations Unies pour le financement de l'action climatique
- M. Nicolas Schmit, commissaire à l'emploi et aux droits sociaux, Commission européenne
- M. Ulrik Knudsen, Secrétaire général adjoint de l'Organisation de coopération et de développement économiques
- M. Ovais Sarmad, Secrétaire exécutif adjoint de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
- M. Bambang Susantono, Vice-président chargé de la gestion des connaissances et du développement durable, Banque asiatique de développement
- M^{me} Toni Moore, secrétaire générale du Syndicat des travailleurs de la Barbade
- M^{me} Shinta Widjaja Kamdani, présidente du B20 Indonésie

Séance de clôture

- S. E. M^{me} Anna Jardfelt, Présidente du Conseil d'administration du BIT
- M. Guy Ryder, Directeur général du BIT
- S. E. M. Andrew Holness, Premier ministre de la Jamaïque
- M^{me} Renate Hornung-Draus, Vice-présidente employeuse du Conseil d'administration du BIT
- M^{me} Catelene Passchier, Vice-présidente travailleuse du Conseil d'administration du BIT
- M^{me} Betssy Chávez Chino, ministre du Travail et de la Promotion de l'emploi du Pérou
- M^{me} Fanfan Rwanyindo Kayirangwa, ministre de la Fonction publique et du Travail du Rwanda
- M. Nayef Stetieh, ministre du Travail de la Jordanie